

Paris, le **18 OCT. 2018**

DIRECTION DU BUDGET
BUREAU 1BE

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES
SERVICE COMPTABLE DE L'ÉTAT
Bureau CE1A

LE MINISTRE DE L'ACTION
ET DES COMPTES PUBLICS

*À MESDAMES ET MESSIEURS LES MINISTRES
ET SECRÉTAIRES D'ÉTAT*

NOR CPAB1828550C

N° 1BE-18-3750

*À l'attention de Mesdames et Messieurs
les responsables de la fonction financière ministérielle,
les directeurs des affaires financières
et les responsables de programme*

Objet : Dates limites de fin de gestion applicables à l'exercice 2018.

Le Gouvernement s'est engagé dans une rénovation profonde de nos pratiques budgétaires et comptables visant à mieux respecter les prérogatives du Parlement en matière d'autorisation budgétaire, à améliorer la qualité de nos comptes et à renforcer la responsabilisation des gestionnaires en assouplissant le cadre de gestion.

L'avancement du calendrier et l'allègement du contenu du projet de loi de finances rectificative de fin d'année (PLFR) participent pleinement à la mise en œuvre de cette ambition. À ce titre, des évolutions notables sont initiées par rapport aux exercices précédents :

- la promulgation de la loi de finances rectificative sera avancée au début du mois de décembre, dans un calendrier compatible avec la pré-liquidation de la paye ;**
- la date limite de réception des demandes de paiement est portée au mardi 11 décembre 2018, sous réserve des exceptions prévues dans la présente circulaire.**

Ces dispositions doivent permettre une amélioration de la qualité et des conditions des travaux de fin de gestion pour l'ensemble de la chaîne budgétaire et comptable.

Comme les précédentes années, je vous rappelle qu'aucune période complémentaire, au

sens du décret n° 2007-687 du 4 mai 2007 pris en application de l'article 28 de la LOLF, ne sera mise en place tant en dépenses qu'en recettes, sauf exceptions limitativement énumérées dans les développements de la présente circulaire.

Pour permettre un traitement exhaustif des opérations que vous adresserez aux comptables publics, et ainsi assurer une exécution budgétaire conforme aux équilibres votés par le Parlement, **vous veillerez à répartir vos ordonnancements sur l'ensemble du dernier trimestre et à en assurer un flux continu.**

En 2018, les principales dates limites de la fin de gestion sont les suivantes :

- pour la consommation des autorisations d'engagement (AE) : les engagements (ainsi que les décisions d'affectation) pourront intervenir jusqu'au lundi 31 décembre 2018 ;
- pour la consommation des crédits de paiement (CP) sur l'exercice 2018 : la date limite¹ de réception des demandes de paiement accompagnées de l'ensemble des pièces justificatives chez les comptables est fixée au **mardi 11 décembre 2018**, sous réserve des exceptions prévues par la présente circulaire (voir points 2, 3, 4, 5 et 9). Cette date ne concerne pas les dossiers à payer à partir du 1^{er} janvier 2019 qui doivent continuer à être transmis aux comptables dès leur finalisation.

1. Mouvements de crédits

Les mouvements réglementaires de crédits ne sont plus autorisés après le **jeudi 15 novembre**. En conséquence, afin de respecter ce délai, toute demande de décret de transfert ou de décret de virement reçue après le **mercredi 24 octobre 2018** à la direction du budget ne pourra être traitée.

La date limite du jeudi 15 novembre 2018 ne s'applique pas aux cas suivants :

- les mouvements nécessaires à l'ajustement des crédits de personnel, qui devront être publiés au plus tard le lundi 10 décembre 2018 en ce qui concerne la PSOP et le mardi 11 décembre 2018 pour la HPSOP ;
- les décrets pris sur la dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles.

2. Dépenses hors titre 2

a) Consommation d'autorisations d'engagement (AE) :

Les engagements de crédits imputés directement sur les crédits d'une unité opérationnelle (UO) ou d'une tranche fonctionnelle (TF) sont possibles jusqu'au lundi 31 décembre 2018.

¹ Les dates limites de la présente circulaire s'entendent comme des dates limites de réception du dossier complet (y compris toutes les pièces justificatives requises, sous format papier comme dématérialisé) chez le comptable assignataire.

En revanche, les engagements imputés sur des réservations de crédits (RC) de gestion courante ne seront possibles que jusqu'au vendredi 21 décembre 2018, que ces RC soient ou non sur tranche fonctionnelle. En effet, ces RC seront clôturées automatiquement en fin de gestion 2018, après leur apurement par l'AIFE le mercredi 26 décembre 2018.

L'attention de vos services est appelée sur les délais dont les autorités chargées du contrôle budgétaire disposent pour délivrer le cas échéant leur avis ou leur visa. Ces délais doivent également être pris en compte pour les affectations tardives sur TF.

b) Consommation de crédits de paiement (CP) :

Il est rappelé que la date d'échéance du paiement (avec ou sans service facturier) doit être renseignée dans Chorus.

Au-delà de la date limite de réception des demandes de paiement (DP) chez les comptables ou d'émission des DP par les services facturiers, l'accord explicite de la direction du budget (bureau 1BE) est requis pour modifier une date qui basculerait l'échéance du paiements d'un exercice sur l'autre (de 2019 à 2018 ou de 2018 à 2019). A l'inverse, le pilotage des CP sur le même exercice n'est soumis à aucune autorisation préalable. Votre attention est appelée sur le fait que si la date d'échéance dans Chorus est postérieure au 31 décembre 2018, le paiement consommera les crédits de paiement de l'exercice 2019.

c) Circuit de dépense sans service facturier :

La date limite pour la réception des demandes de paiement par les comptables, des DP accompagnées des pièces justificatives est fixée au mardi 11 décembre 2018. **Aucune DP, pour mise en paiement sur l'exercice 2018, ne sera acceptée par les comptables au titre de la gestion 2018 après cette date².**

d) Circuit de dépense avec service facturier :

Il est rappelé que la création de demandes de paiement par les services facturiers n'est possible qu'aux conditions cumulatives suivantes : existence d'un engagement préalable des crédits pour les dépenses de flux 1 à 3³, réception de la facture par le service facturier et certification du service fait, quel que soit le flux de gestion.

Ainsi, seuls les dossiers pour lesquels la certification du service fait et la réception de la facture sont intervenues **au plus tard le mardi 11 décembre 2018** pourront être payés au titre de la gestion 2018. Par conséquent, il est demandé aux **responsables de DP dans les services facturiers de ne plus valider de DP lorsque la certification du service fait et/ou la réception de la facture**

² Sous réserve des exceptions prévues par la présente circulaire.

³ Dans Chorus, les dépenses dites de « flux 1 » correspondent à un circuit de dépense avec EJ, enregistrement du service fait et demande de paiement. Celles de « flux 2 » se caractérisent par un EJ et un service fait simultanés, puis une (des) demande(s) de paiement. Les dépenses de « flux 3 » se matérialisent par un EJ, puis une demande de paiement et un service fait simultanés.

interviennent après le **mardi 11 décembre 2018**. Sous cette réserve, les demandes de paiement validées par les services facturiers jusqu'au **mercredi 12 décembre 2018** pourront être traitées pour paiement sur l'exercice 2018. Les responsables de DP dans les services facturiers ne doivent donc plus valider de DP après le **mercredi 12 décembre 2018**⁴.

3. Dépenses de titre 2

a) *Dépenses de personnel en paiement sans ordonnancement préalable (PSOP) :*

Concernant les montants recouverts suite à émission de titres sur indus de paye, non encore imputés, les services gestionnaires sont invités à fournir au comptable, comme indiqué au point 8, les données nécessaires à l'imputation définitive de ces recettes, et à lui demander de procéder au plus tôt aux rétablissements de crédits correspondants, en tout état de cause avant le **vendredi 19 octobre 2018**.

La mise à disposition de crédits nécessaires à la paye de novembre et de décembre (avant ajustements issus de la pré-liquidation) doit être effectuée le **vendredi 19 octobre 2018** au plus tard⁵.

Suite à l'intégration de la pré-liquidation de la paye dans Chorus, les responsables d'unités opérationnelles (UO) procèdent manuellement au blocage des crédits nécessaires.

Dans le cas d'une insuffisance de crédits, le blocage de l'intégralité des crédits disponibles doit être réalisé puis complété à due concurrence du montant de pré-liquidation sur l'UO lors de la mise à disposition des crédits complémentaires.

Dans tous les cas de figure, les opérations préalables à la PSOP (le cas échéant mise à disposition d'éventuels crédits complémentaires nécessaires à la PSOP et ensemble des opérations de blocage) devront avoir été réalisées au niveau des UO au plus tard le **mardi 11 décembre 2018 au soir, délai de rigueur**. En cas d'insuffisance de crédits sur les UO à cette date, les comptables ne pourront pas procéder aux paiements. Pour garantir le versement de la PSOP de décembre, le respect de cette échéance est donc impératif, tant pour les opérations de blocage que pour les opérations de mise en place des crédits sur l'UO.

Pour garantir le respect du calendrier, **il est nécessaire que toutes les informations requises à la finalisation des textes soumis à la signature du ministre chargé du budget (décret de virement notamment) soient transmises à la direction du budget dès le mardi 4 décembre 2018**. Les comptables publics en charge de la PSOP communiqueront aux ordonnateurs des états de consommation des crédits au plus tard le lundi 3 décembre 2018 au soir. Cela implique une forte mobilisation de votre part, dès réception des résultats de la pré-liquidation, pour que les éventuels mouvements réglementaires à prévoir soient arrêtés en accord avec la direction du budget. Il vous

⁴ Sous réserve des exceptions prévues par la présente circulaire.

⁵ L'arrêt des mises à disposition de crédits pour la PSOP au 19 octobre est nécessaire pour garantir un déroulement efficace des travaux de pré-liquidation, notamment pour déterminer la ressource disponible et donc les éventuels redéploiements de crédits à réaliser. Les demandes de rétablissement de crédit pour le titre 2 PSOP doivent être transmises au comptable au plus tard le 19 octobre, pour permettre leur traitement préalablement aux travaux de pré-liquidation de la paye de décembre.

revient donc d'anticiper autant que possible les éventuelles difficultés d'exécution sans attendre les résultats de la pré-liquidation de la paye et d'échanger en amont avec les bureaux sectoriels de la direction du budget sur la prévision d'exécution 2018, afin de calibrer au plus tôt les mouvements de crédits nécessaires.

Votre attention est appelée également sur la **nécessité de vous assurer que les crédits complémentaires sur le titre 2 qui seraient issus de fonds de concours ou d'attributions de produits soient effectivement ouverts et mis à disposition des UO à la date du mardi 11 décembre 2018**. Comme indiqué au 7.b), il peut s'écouler plus d'une semaine entre l'encaissement des recettes et l'ouverture des crédits correspondants. Ce délai doit être pris en compte pour garantir la disponibilité des crédits lors de la pré-liquidation de la paye de décembre.

Les crédits bloqués pour la pré-liquidation seront automatiquement rendus disponibles lors de l'intégration des fichiers de la paie de décembre.

b) Dépenses de personnel avec ordonnancement préalable :

Les demandes de paiement devront être remises au comptable assignataire au plus tard le **mardi 11 décembre 2018**, aucun engagement de crédits relatif aux dépenses de personnel ne sera possible après cette date.

4. Validation des demandes de paiement par les responsables des demandes de paiement

Les **responsables de DP** ne doivent plus valider de DP après la date limite d'ordonnancement fixée **au mardi 11 décembre 2018 dans le cas général** et au **mercredi 12 décembre 2018** pour les dépenses traitées par les services facturiers, sous réserve que la certification du service fait et la réception de la pièce justificative soient intervenues au plus tard le **mardi 11 décembre 2018**. En effet, la validation dans Chorus d'une DP par le responsable de DP entraîne automatiquement la transmission de celle-ci au comptable assignataire de la dépense.

Afin d'identifier les charges à rattacher à l'exercice 2018⁶, l'attention des **gestionnaires des DP** est appelée sur la nécessité d'enregistrer jusqu'au lundi 31 décembre 2018 les demandes de paiement dont la création est indispensable à l'enregistrement du service fait dans Chorus (dépenses

⁶ Ces DP ne devront pas donner lieu à validation par le responsable de DP après le mardi 11 décembre 2018, sous peine d'être renvoyées par le comptable. Pour rappel, une DP créée par le gestionnaire en N et dont le paiement est prévu au-delà du 31 décembre N consomme des crédits de paiement sur l'exercice N+1.

de flux 3 et 4⁷). Les DP ainsi sauvegardées **devront rester dans la liste de travail du responsable de DP⁸ jusqu'au 1^{er} janvier 2019.**

5. Visa⁹ des demandes de paiement par les comptables (dépenses)

Les demandes de paiement et leurs pièces justificatives transmises aux comptables jusqu'au mardi 11 décembre 2018¹⁰ peuvent être prises en compte par les comptables assignataires jusqu'à la clôture de leur gestion au lundi 31 décembre 2018.

Par dérogation à cette date du **mardi 11 décembre 2018**, la date limite du mercredi 12 décembre 2018 s'applique aux **demandes de paiement internes résultant du processus de facturation interne**. Il en est de même pour les **demandes de paiement relatives aux intérêts moratoires et pour les demandes de paiement de régularisation (récupération) des avances**.

Les DP qui n'auraient pas pu être comptabilisées par les comptables avant le lundi 31 décembre 2018 au soir seront basculées sur 2019 pour paiement et consommation des CP au titre de la gestion 2019. Il est néanmoins rappelé l'obligation pour les comptables d'accomplir les diligences nécessaires à la validation et à la mise en règlement en 2018 des demandes de paiement qui leur auraient été transmises jusqu'aux dates limites d'ordonnancement fixées pour cette gestion.

Les DP devant porter sur l'exercice 2018 et transmises aux comptables après les dates limites fixées par la présente circulaire seront rejetées (pour les dates limites d'ordonnancement, se référer aux points 2, 3 ou 9 en fonction du type de l'opération).

Les demandes de paiement susceptibles d'être soumises à une cession-opposition doivent constituer un point de vigilance pour les comptables. En effet, il est rappelé que ces demandes de paiement comptabilisées sont mises en attente et nécessitent une intervention du comptable pour déblocage et paiement à J+1. Dès lors, les DP soumises à cession-opposition comptabilisées le 31 décembre 2018 consommeront des crédits sur 2019.

6. Dates d'échéance prises en compte par l'AIFE dans les derniers cycles de paiement

Afin de sécuriser les paiements fournisseurs sur les derniers jours de l'exercice et d'alléger les dernières opérations de l'année à mener dans CHORUS, l'AIFE procédera à un paramétrage spécifique du cycle de paiement du vendredi 28 décembre. La modification apportée

⁷ Dans Chorus, les dépenses dites de « flux 3 » se caractérisent par un service fait concomitant à une DP référant un EJ préalable. Celles dites de « flux 4 » se matérialisent par un service fait concomitant à une DP sans EJ préalable ; dans ce cas, les AE sont consommées lors de l'enregistrement de la DP dans Chorus.

⁸ En effet, dans Chorus, la sauvegarde d'une DP par le gestionnaire de DP (statut « préenregistré complet ») entraîne automatiquement la transmission de celle-ci au responsable de DP dont dépend le gestionnaire de DP. La sauvegarde complète peut également être réalisée directement par le responsable de DP.

⁹ Correspond à la date de comptabilisation dans Chorus.

¹⁰ Le mercredi 12 quand les DP sont émises par un service facturier ou au titre de dépenses de personnel (avec ordonnancement préalable).

consistera à traiter dans le cycle du 28 décembre au soir, non seulement les demandes de paiement qui arrivent à échéance à cette date, mais également toutes les demandes de paiement comptabilisées qui arriveront à échéance jusqu'au 31 décembre 2018 inclus.

Cette intervention ne nécessite aucune action des gestionnaires.

Le cycle de paiement du lundi 31 décembre 2018 traitera quant à lui les demandes de paiement arrivant à échéance au plus tard le 31 décembre et comptabilisées postérieurement au cycle du vendredi 28 décembre.

7. Recettes

L'article 2 du décret n° 2007-687 du 4 mai 2007 pris en application de l'article 28 de la loi organique et encadrant les opérations de fin de gestion prévoit que : « *Les recettes, autres que les recettes fiscales, dont le titre de recouvrement a été émis entre le 1^{er} octobre et le 31 décembre, qui n'auraient pu être prises en compte à cette dernière date par les comptables, sont prises en compte au titre du budget de l'année écoulée au cours de la période complémentaire à l'année civile* ». Cependant, il est rappelé qu'en dehors des exceptions ayant trait aux recettes listées à la fin de cette circulaire (cf. § 9), il n'y a pas de période complémentaire dans Chorus.

a) Recettes fiscales nettes et recettes non fiscales

Il est rappelé que pour les recettes fiscales et non fiscales, seules celles encaissées jusqu'au lundi 31 décembre 2018 peuvent être rattachées à l'exercice 2018.

Les gestionnaires veilleront à transmettre au plus tard courant décembre les pièces permettant aux comptables de prendre en charge les derniers titres de l'exercice 2018 dans Chorus.

Sauf exception résultant d'un accord entre le responsable de la recette et le comptable assignataire, les facturations externes devront être transmises au comptable assignataire pour le mercredi 12 décembre 2018.

Les facturations internes doivent être émises par le responsable des recettes et traitées par le comptable assignataire de façon à ce que les DP internes puissent être générées dans la bannette de l'ordonnateur et validées pour transmission au comptable assignataire le mercredi 12 décembre 2018 également au plus tard, pour être prise en compte sur l'exercice 2018.

Les titres d'annulation doivent impérativement être émis pour le mercredi 12 décembre 2018 au plus tard afin que les comptables puissent procéder impérativement à leur validation et aux émargements utiles avant la fermeture de l'application REP.

b) Fonds de concours et attributions de produits

Seules les recettes encaissées jusqu'au lundi 31 décembre 2018 peuvent donner lieu à rattachements de fonds de concours et attributions de produits au titre de la gestion 2018. Compte tenu de la procédure de préparation des arrêtés de rattachement, il peut s'écouler plus d'une semaine entre l'encaissement des recettes et l'ouverture des crédits correspondants. Ce point doit être pris en compte

tout particulièrement pour s'assurer de la disponibilité des crédits dans les dernières semaines de la gestion, notamment lors de la pré-liquidation de la paye de décembre.

Les recettes de fonds de concours encaissées jusqu'au lundi 31 décembre 2018 sans qu'un titre de perception ait été émis préalablement, devront impérativement faire l'objet d'une imputation définitive par les comptables au plus tard le lundi 31 décembre 2018 au soir selon le processus des recettes au comptant¹¹.

8. Écritures de régularisation (dépenses et recettes)

Il est demandé aux ordonnateurs de communiquer au plus tôt aux comptables assignataires :

- Les données nécessaires à l'imputation définitive des dépenses et des recettes **imputées sur des comptes d'attente** ;
- Les données nécessaires aux rétablissements de crédits via les fiches navette de demande de rétablissement de crédits ou la restitution ZRNF11 "suivi des rétablissements de crédits" ;
- Les ré-imputations dans le cas d'écritures erronées¹².

9. Exceptions aux dispositions précédentes et opérations particulières

a) Crédits ouverts par un décret sur la dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles (DDAI) :

Les crédits ouverts par un décret sur la dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles peuvent être mis à disposition, engagés, et faire l'objet d'une demande de paiement pour transmission au comptable au plus tard le **mardi 11 décembre 2018** dans la limite des crédits ouverts par ce décret. **Des dérogations à cette date pourront être accordées au cas par cas par la direction du budget (bureau 1-BE).**

b) FCTVA :

La date limite de paiement du fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA) est fixée au **mardi 11 décembre 2018**. Corrélativement, les arrêtés préfectoraux d'attribution

¹¹ Les recettes au comptant doivent impérativement être comptabilisées au cours de l'exercice de rattachement des fonds recouverts, soit au plus tard le lundi 31 décembre 2018. Au-delà de cette date, les opérations seront comptabilisées suivant la procédure de correction en périodes spéciales.

¹² Au-delà de la date de fermeture de Chorus **en matière de dépenses et de recettes aux comptes publics**, les régularisations s'opéreront par procédure de correction.

du FCTVA, seront transmis sans délais aux DDFiP / DRFiP. Afin de faciliter l'organisation du travail de ces derniers, particulièrement au cours du mois de novembre, cette transmission devra être anticipée.

c) Compensations d'exonération de fiscalité directe locale, garantie individuelle de ressources (GIR) et autres dotations :

Les compensations d'exonération de fiscalité directe locale prises dans leur ensemble, notamment telles que définies par la circulaire relative à la « périodicité des versements des dotations de l'État et des compensations fiscales aux collectivités locales » du 21 novembre 2006¹³, devront être versées au plus tard le **mardi 11 décembre 2018**. Aucun versement complémentaire à ce titre ne pourra être effectué après cette date. Les comptables veilleront à informer leurs correspondants des préfectures de cette modalité.

De même, la dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (DCRTP), la dotation pour transfert de compensations d'exonération de fiscalité directe locale (DTCE-FDL) et la garantie individuelle de ressources (GIR) devront être versées au plus tard le **mardi 11 décembre 2018**.

d) CAS « Pensions » :

L'intégration dans Chorus (par saisie d'Opérations Diverses) des opérations exécutées sur les comptes gérés par la Caisse des dépôts et consignations relatifs au CAS « Pensions » pourra se faire jusqu'au **vendredi 28 décembre 2018**. Ce déversement se faisant sur la base d'un arrêté des comptes au **mercredi 19 décembre 2018**, il est demandé aux DRFiP/DDFiP de faire en sorte que les versements de cotisations (normales et rétroactives) à la Caisse des dépôts et consignations soient effectués en même temps que l'établissement des rémunérations et en tout état de cause avant le vendredi 21 décembre 2018.

e) Font également l'objet de procédures particulières les opérations relatives :

- aux remboursements par l'Agence de services et de paiement d'avances au titre des apports nationaux de trésorerie remboursable aux agriculteurs instaurés par le décret n°2015-871 du 16 juillet 2015, par le décret n°2016-1203 du 7 septembre 2016, et par le décret n° 2017-1318 du 4 septembre 2017 et au titre du préfinancement des aides communautaires de la politique agricole commune ;
- à l'affectation aux régions de la fraction de TVA qui leur est due au titre du mois de décembre 2018 conformément à l'article 149 de la loi n° 2016-1917 du 29 décembre 2016 de finances pour 2017 ;
- à la perception des frais d'assiette et de recouvrement au titre des ressources propres traditionnelles de l'Union européenne ;
- à la clôture du compte de concours financier « *Avances à l'audiovisuel public* » ;

¹³ Comptabilisés en prélèvements sur recettes. Ceci concerne également la compensation des pertes de recettes de contribution économique locale (CET).

- à la fin de la gestion (recettes et dépenses) du CAS « *Pensions* » (en recettes et en dépenses) ;
- le versement des avances sur le montant des impositions revenant aux collectivités territoriales (programme 833) ;
- au reversement au budget général des taxes affectées plafonnées en application de l'article 46 de la loi de finances pour 2012 ;
- aux régularisations consécutives aux opérations de répartition des recettes fiscales ;
- et le cas échéant, au versement, en janvier 2019, de la contribution de la France au budget de l'Union européenne de l'année 2018.

10. Dates de clôture des comptes

Les DP assignées sur la caisse des comptables principaux¹⁴ et spéciaux seront payées jusqu'au lundi 31 décembre 2018.


S'agissant des recettes, sauf exceptions faisant l'objet d'une procédure particulière (cf. § 9.e), aucune opération de recettes gérées dans Chorus ne peut être enregistrée après le lundi 31 décembre 2018 au soir. En revanche, pour certaines opérations spécifiques (en particulier, opérations de « répartition » de recettes fiscales), la date limite de comptabilisation est fixée au **jeudi 10 janvier 2019 soir**.

Les opérations des régisseurs à l'étranger assignées sur la caisse du directeur spécialisé des finances publiques pour l'étranger ou sur celles d'autres comptables supérieurs pourront être intégrées jusqu'au lundi 31 décembre 2018.

Les ordonnateurs des services centraux et déconcentrés relevant de votre ministère devront être informés de l'ensemble de ces dispositions et, en particulier, des dates limites de prise en charge des demandes de paiement. Cette circulaire est également adressée à l'ensemble des comptables publics et des contrôleurs budgétaires.

Pour le Ministre et par délégation

Le Directeur Général Adjoint



Antoine MAGNANT

La Directrice du Budget



Amélie VERDIÈRE